basta!

« Vous avez Tchernobyl dans le bide » : des femmes se battent face à Bayer pour faire reconnaitre leur calvaire

SCANDALE SANITAIRE 19 octobre 2022 par Faustine Sternberg, Guy Pichard, Juliette Cabaço Roger

Malades, handicapées, leur vie parfois brisée, les victimes des implants de contraception Essure mènent leurs propres recherches pour obtenir des réponses. En Bretagne, deux femmes bousculent les autorités sanitaires. Reportage du média *Splann !*.

Pas d'anesthésie générale ni d'hospitalisation, cette technique de stérilisation est la plus utilisée en France dès 2009, selon les chiffres de la Direction Générale de la Santé (DGS). Rien que pour l'année 2013, les gynécologues posent 28.000 implants ! En tout, Bayer annonce 1 million d'implants vendus dans le monde, dont 240.000 en France, ce qui place le pays en tête des ventes européennes, et même mondiales en proportion du nombre d'habitants.

Repère : **Points clés**

Présentés comme l'avenir de la contraception définitive, les implants Essure ont été posés à près de 200.000 femmes en France entre 2002 et 2017. La société américaine Conceptus les a d'abord commercialisés. Elle a ensuite été rachetée en 2013 par le géant allemand Bayer.

Mais très vite, des voix de femmes s'élèvent pour dénoncer des effets secondaires. De la fatigue jusqu'à la perte de mobilité en passant par des maux de tête, douleurs, saignements, troubles neurologiques… La liste est longue et le lien avec les implants Essure difficile à établir. À ce jour, environ 30 000 femmes en France ont subi une ablation des trompes ou de l'utérus, seul moyen de retirer l'implant. Soit 15 % des Françaises qui ont choisi ce moyen de contraception définitive. Une chirurgie traumatique qui, pour la plupart, a entraîné une amélioration presque immédiate de leur état de santé.

Bayer décide de retirer l'implant du marché français en 2017, puis finalement des États-Unis en 2018. La multinationale avance des « raisons commerciales » et nie toute défectuosité de son produit. Pourtant, des documents en possession du fabricant et des autorités sanitaires, et que *Splann !* a pu se procurer, mettent en cause la sécurité de l'implant…

Isabelle Ellis a 54 ans et habite à Saint-Brieuc, dans les Côtes-d'Armor. Ancienne infirmière, elle est aujourd'hui psychothérapeute pour enfants. Alors qu'elle recherchait un moyen de contraception définitive, Isabelle se fait poser le dispositif Essure le 21 août 2008, deux petits implants en alliage métallique introduits dans les trompes de Fallope.

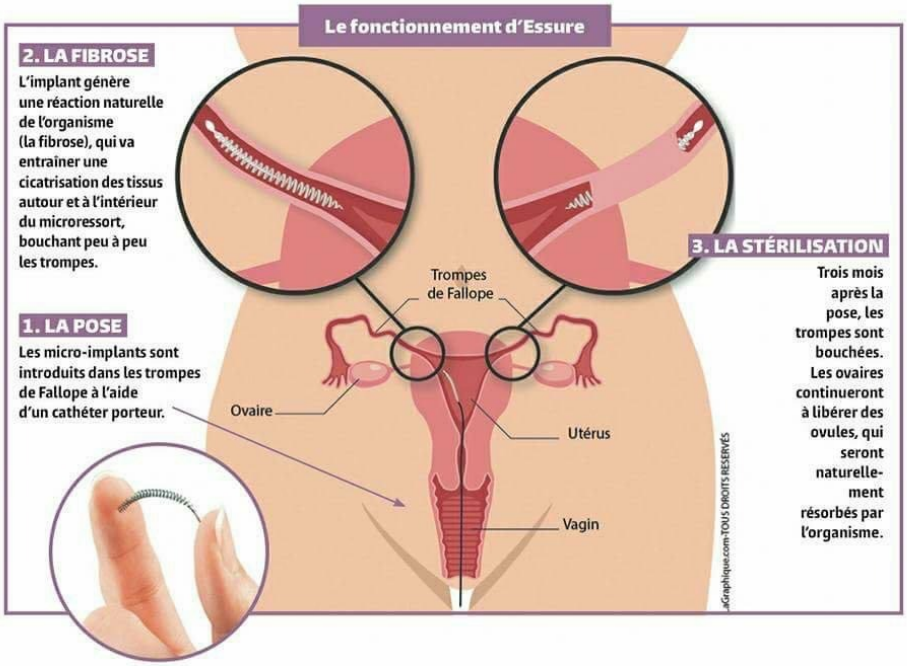
Isabelle en est convaincue : *« Essure a pris dix ans de ma vie, c'était l'horreur. Je me sentais dans un corps de vieille dame, avec des douleurs partout et l'impossibilité de me déplacer. Mon mari m'amenait aux toilettes »*, confie-t-elle, depuis son cabinet de thérapeute à Langueux. Une période de souffrance extrême qui a été aggravée par une errance médicale insupportable.

Au bout de quelques mois, Isabelle rencontre de légers problèmes respiratoires. La dégradation de son état de santé est ensuite brutale : pneumonie, difficultés cognitives, perte d'énergie croissante jusqu'à la chute et des douleurs musculaires qui la handicapent à tel point qu'elle doit utiliser un fauteuil roulant.

« Essure a pris dix ans de ma vie, c'était l'horreur. Mon mari m'amenait aux toilettes. »

Car à l'époque, Isabelle ne comprend pas d'où viennent ces douleurs. Et, malgré une batterie d'examens, aucune piste d'explication n'est trouvée. Elle ne soupçonne alors pas le dispositif

implanté dans ses trompes de Fallope. *« Petit à petit, je me sentais partir. Mon corps s'éteignait, et j'ai commencé à prendre mes dispositions, au cas où je ne me réveillerais plus le lendemain. »*



Le fonctionnement de l'implant contraceptif Essure

30 000 femmes contraintes de subir une ablation des trompes ou de l'utérus

En difficulté à tous les niveaux de sa vie, Isabelle Ellis tombe sur Internet sur des témoignages d'autres femmes porteuses des implants Essure, dans lesquels elle se reconnaît. Après avoir fait ses propres recherches et contre l'avis de certains médecins, elle demande alors à être explantée en 2016. Le dispositif n'ayant pas été prévu pour être retiré, les femmes doivent subir une ablation des trompes, voire de l'utérus. L'effet fut, selon Isabelle, presque immédiat. *« Cela tenait du miracle »*, confie-t-elle. *« En quelques mois, j'ai retrouvé l'usage de mes jambes et les douleurs ont disparu »*.

Après le temps de la guérison, vient celui de la lutte. Isabelle se donne pour mission de mener le combat aux côtés d'autres victimes. Elle prend conscience de l'ampleur du sujet : plus de 200 000 femmes en France sont porteuses du dispositif Essure et, au moment de la pose, les médecins ne les ont pas informées des risques liés à leur implantation. Certaines, comme Isabelle, ont vécu un véritable calvaire.

Sophie, 57 ans, habitant à Larmor-Plage (Morbihan) a souffert d'atroces migraines et d'incontinence urinaire qui sont apparues à compter de la pose de l'implant Essure. Elle se voit implanter un neuro-stimulateur pour réguler ses envies d'uriner, qui va, finalement, aggraver

sa situation.

Ou encore, Nathalie, 44 ans, habitant à Marcillé-Raoul (Ille-et-Vilaine), qui a vu le vieillissement de son corps s'accélérer en quelques mois, avec des migraines, des hémorragies monstrueuses et une fatigue permanente qui l'empêchaient de s'occuper de ses enfants en bas âge (retrouvez le témoignage de ces femmes sur le podcast de *Splann !*).

Victimes de violences gynécologiques à plusieurs niveaux, certaines se sont aperçues que leur implant avait migré dans l'utérus, voire leur avait perforé les trompes. Pour retrouver un semblant de vie « normale », environ 30 000 femmes ont été explantées à ce jour en France.

Mais l'explantation ne signifie pas forcément la fin du calvaire. Sans technique de retrait homogénéisée dans un premier temps, la « casse » a été catastrophique, rapportent les associations de victimes. Certains chirurgiens auraient tenté de retirer l'implant en tirant dessus, engendrant une rupture de celui-ci. D'autres opéraient à l'aveugle sans vérifier si l'implant était toujours en place.

Bayer n'a été condamné qu'une fois à indemniser une femme pour les effets secondaires causés par les implants Essure, en Espagne

Malgré tous ces retours, la plupart des femmes ont vu leur état de santé s'améliorer radicalement après leur explantation. Mais, à ce jour, aucune recherche ne montre le lien direct entre les implants et les symptômes des patientes, et les victimes françaises n'ont reçu aucune reconnaissance judiciaire de leur calvaire. Bayer n'a été condamné qu'une fois à indemniser une femme pour les effets secondaires causés par les implants Essure, en Espagne. Aux États-Unis, face à 39 000 plaintes déposées, la multinationale a préféré débourser plus d'un milliard de dollars en lieu et place du procès. En France, l'association Resist a tenté une action de groupe pour faire condamner le groupe. Leur action a été déboutée en mai 2022.

« Vous avez Tchernobyl dans le bide »

Ce lien entre ces douleurs et les implants, Isabelle est bien déterminée à l'établir. Elle a créé sa propre association bretonne, Alerte Contraception, en 2018. La Briochine assiste pendant plusieurs années à la lente mise en route de la machine étatique face à des alertes de plus en plus nombreuses.

Un comité de suivi est créé en 2017 (voir « Un rapport fantôme de l'ANSM met en doute la sécurité de l'implant » et « Le contrôle défectueux des autorités sanitaires »), puis un deuxième en 2020, pour finalement aboutir à une recherche nationale dont on attend le lancement, soit vingt ans après la mise sur le marché de l'implant et cinq ans après son retrait.

En parallèle, Isabelle et son association décident de poursuivre la piste d'une possible toxicité de l'implant et de l'effet potentiel des métaux lourds sur le corps des femmes. Elle rencontre la chercheuse brestoise Sidonie Révillon, géochimiste spécialisée en traçage isotopique (technique permettant de caractériser la provenance des matériaux, NDLR), chercheuse associée au laboratoire Geo-Ocean (Univ. Brest, CNRS, Ifremer) de l'IUEM (Institut Universitaire Européen de la Mer) et dirigeante de la société Sedisor, qui propose des services d'analyse et d'expertise en géochimie des éléments et géochimie isotopique.

Celle-ci va effectuer, bénévolement et de sa propre initiative, des premières analyses, dès 2018, sur les trompes d'une femme qui a accepté de fournir l'échantillon de son explantation en toute discrétion. Le but : déterminer « l'ADN » des métaux qui composent l'implant afin d'étudier s'ils sont éparpillés dans le corps. Les résultats montrent des petites concentrations de fer et de nickel dans les tissus des trompes de Fallope analysées et encouragent à aller plus loin afin d'en déterminer les doses.

Sidonie et Isabelle parviennent à exposer leur test de tissus humains en contact avec les implants Essure à une toxicologue qui leur glisse cette phrase sans appel : *« Vous avez Tchernobyl dans le bide »*. *« Certaines femmes porteuses des Essure étaient malades »*, explique la chercheuse. *« Après le retrait des implants, leur état s'est pour toutes au minimum amélioré, la culpabilité du dispositif ne pouvait pas être plus claire »*, ajoute-t-elle.

« Certaines femmes porteuses des Essure étaient malades. Après le retrait des implants, leur état s'est pour toutes au minimum amélioré, la culpabilité du dispositif ne pouvait pas être plus claire.

Ces résultats, qui suggéraient un lien entre la diffusion de métaux dans le corps des femmes et leurs symptômes, sont présentés pour la première fois à l'ANSM en janvier, puis en octobre 2019. *« Ils ne s'y attendaient pas du tout, la première réunion a eu lieu comme clandestinement… Ils nous ont fait passer par une porte arrière, sans traces de notre venue dans les registres… »*, se souvient Isabelle. Avec Sidonie, elles demandent le lancement d'une recherche nationale plus poussée afin de poursuivre le travail entamé. C'est gagné, le ministère – qui assure qu'il s'agissait d'une réunion officielle – accepte.

Désaccord entre le ministère de la Santé et l'autorité sanitaire

Mais, quelques mois plus tard, lorsque Isabelle et Sidonie reçoivent le protocole élaboré par le gynécologue lyonnais Gauthier Chêne, missionné par le ministère de la Santé, elles tombent

des nues. Sidonie Révillon, chercheuse brestoise, est écartée de la recherche nationale, et l'étude intègre plusieurs gynécologues connus pour être pro-Essure (voir encadré « La main mise de Bayer sur les gynécologues ») et que les victimes affirment éviter à tout prix. Pratiquement aucune mention n'est faite des métaux lourds. *« Ils nous ont totalement évincées*, raconte Sidonie. *Même les associations de victimes ont été complètement mises de côté dans l'élaboration du protocole. »* Sollicité par *Splann !* Gauthier Chêne n'a pas souhaité répondre à nos questions.

Résultat : une recherche qui ne convient pas aux principales intéressées, car elle s'étalerait sur une durée de 15 ans ! L'âge moyen des femmes implantées étant généralement au-dessus de 55 ans aujourd'hui, les victimes pourraient ainsi voir leurs pathologies reconnues publiquement (voire dédommagées) lorsqu'elles auront plus de 70 ans ! *« Qui peut croire que dans 15 ans, quand vont sortir les résultats de cette étude, ce ne sera pas un flop ? »*, s'emporte la présidente de l'association bretonne. *« Ce n'est pas dans 15 ans qu'il faut proposer quelque chose, c'est maintenant qu'il faut réagir ! »*.

En colère, les associations de victimes Alerte Contraception et Victimes DMI envoient un courrier au ministère de la Santé, le 15 février 2022, et obtiennent une réunion afin *« d'échanger sur les points de désaccord ».*

« Ce n'est pas dans 15 ans qu'il faut proposer quelque chose, c'est maintenant qu'il faut réagir ! »

Entre-temps, et grâce à ses contacts dans le monde médical, Isabelle envoie également un message personnel à Christelle Ratignier, directrice de l'ANSM (Agence nationale de la sécurité du médicament et des produits de santé), qui lui propose dans la foulée une réunion « off », en tête-à-tête. Isabelle fait le constat que la directrice est peu au courant du dossier, mais elle affirme qu'elle a finalement rejoint son avis quant à l'incohérence de l'étude proposée par le ministère. Sollicité par *Splann !*, Christelle Ratignier n'a pas répondu à nos questions.

À Paris, le 20 mai 2022, alors que Sidonie et Isabelle s'apprêtent à exposer leurs arguments devant la délégation du ministère, Christelle Ratignier s'invite à la réunion, nous raconte Isabelle. *« Visiblement, elle n'avait pas prévenu de sa venue*, souffle-t-elle. *C'était assez ubuesque, ils ont mis dix minutes à s'en remettre et à vraiment démarrer la réunion. »* La présidente d'Alerte Contraception commence par faire un tour de table des présents afin de déterminer leur niveau de connaissance, *« et ils n' y connaissaient pas grand-chose… »*, déplore-t-elle.

Sidonie propose alors un complément de recherche sur les métaux, basé sur les résultats préliminaires obtenus avec ses analyses. *« Sans pour autant se substituer aux études cliniques »*, la chercheuse estime que les travaux sur les métaux sont essentiels pour déchiffrer les problèmes liés à l'implant. *« Christelle Ratignier a été tout de suite emballée par le projet,*

c'est une biologiste aussi !, s'exclame Isabelle. *Elle a demandé à ce que (le lancement de, NDLR) la recherche nationale soit retardée pour ne pas financer quelque chose qui va passer à côté de l'essentiel. Les autres présents étaient très réticents, mais ont dû accepter. »*

Quant à l'étude de Sidonie Révillon, elle devrait être menée dans les prochains mois, en complément d'une recherche nationale réorientée. L'ANSM s'est engagée à explorer un financement en ce sens, notamment auprès de l'Agence nationale de la recherche (ANR) une fois le protocole proposé par la Brestoise validé et une équipe de chercheurs réunie. *« Je ne suis qu'un maillon de la chaîne »*, souligne Sidonie Révillon, *« je connais les outils et les méthodes, mais nous devons réunir une équipe autour de ces problématiques pilotée par des spécialistes de la santé humaine »*.

Au moment où nous écrivons ces lignes, nous apprenons que la recherche nationale débutera finalement début 2023, assure la Direction générale de la santé (DGS). La proposition de la chercheuse brestoise n'a, pour l'instant, pas reçu de feu vert. Mais les deux Bretonnes restent attentives : pas question de lâcher l'affaire.

Juliette Cabaço Roger, Faustine Sternberg, Guy Pichard

Photo de une : Isabelle Ellis devant son cabinet à Langueux. © Guy Pichard

P.-S.

Splann ! est un média d'enquête à but non lucratif, fondé en septembre 2020 par des journalistes de Bretagne, sur le modèle de *Disclose*, son parrain. Il est reconnu comme service de presse en ligne depuis juin 2022. Son but est de délivrer des informations sensibles et à fort impact sur des sujets d'intérêt général, en français et en breton. Par souci d'indépendance, l'association ne fonctionne que grâce aux dons des citoyens et des associations. Pour les soutenir, c'est par ici.

Des informations à communiquer à *Splann* ? Écrivez-leur à splann [@] riseup.net et ils vous expliqueront comment leur joindre des documents de façon sécurisée.